



BOCAS

BULLETIN D' OBSERVATION CRITIQUE

#2 FEVRIER 2023

ANARCHO-SYNDICALISTE

PRIX LIBRE

ACTUALITE SYNDICALE

CONTRE LA REFORME BORNE-MACRON

AUTOGERONS NOS RETRAITES !

CAPITALISME ET TRAVAIL

LE REVE DE DEBS DE JACK LONDON

LE DROIT DE GREVE

- CNT -

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL DU JURA

cnt-jura@cnt-f.org

EDITO

Le numéro 2 du BOCAS a été réalisé dans l'euphorie du mouvement contre la réforme des retraites. Nous n'avons pas voulu reproduire le projet gouvernemental, l'injustice de cette réforme n'est plus à démontrer et d'autres s'en chargent d'ailleurs très bien.

Mais il sera tout de même largement question des retraites. Bien sûr nous combattons la réforme et argumentons pour démontrer sa dangerosité. C'est pourquoi nous voulons aussi contribuer à intensifier la lutte pour non seulement faire reculer le gouvernement, mais au delà, pour reprendre le contrôle de nos existences.

Ce combat social est aussi l'occasion d'évoquer le travail. Or pour nous, c'est évident, travail et capitalisme sont deux frères ennemis.

Parce que le temps serait à radicaliser les luttes en cours, nous vous proposons de vivre l'anticipation d'une grève générale imaginée par l'écrivain Jack London. Cette nouvelle nous permet aussi de nous questionner sur la mise en œuvre d'une grève illimitée.

Notre boîte à outils militante reste inchangée pour ce numéro. Il nous semblait important de garder à porter de main le mode d'emploi pour débrayer. C'est le moment de rejoindre le rapport de force !



ACTUALITE SYNDICALE

POUR INTENSIFIER LES LUTTES PREPARONS LA GREVE GENERALE

Depuis plusieurs semaines, nous sommes des millions en grève et dans la rue. Face à cela, la seule réponse du gouvernement est une fermeté de façade affirmant que le report à 64 ans n'est pas négociable. Cela tombe bien, nous n'entendons pas négocier quoi que ce soit ! C'est nous qui travaillons, c'est nous qui subissons les conditions de travail, c'est à nous de décider !

Devant la surdité du gouvernement, les organisations syndicales envisagent des grèves reconductibles afin d'intensifier la lutte à compter du 7 mars. Mais une grève longue ne se décide pas dans des salons, fussent-ils syndicaux. Elle est le fruit des travailleur.se.s. A ce titre, elle doit être préparée en amont. Stratégiquement, elle s'anticipe. En effet, la grève est une remise en cause de la société bourgeoise et de ses codes capitalistes. C'est pourquoi, les travailleuses et les travailleurs sortent ainsi, pour un temps, du salariat.

En tant que syndicat révolutionnaire, la CNT invite l'ensemble des forces sociales (travailleur.se.s, précaires, chômeur.se.s...) à amplifier les luttes là où elles et ils le peuvent, comme elles et ils le peuvent. Les exemples de luttes ne manquent pas, elles se multiplient même depuis de nombreuses semaines. Grèves sous toutes ses formes (sectorielles, tournantes...), blocages, formation de collectifs, refus de faire des heures sups, grève du zèle, slow work ...

Il est temps de s'organiser non pour se défendre mais pour gagner. Il est temps de transformer nos luttes défensives en luttes offensives. Il est temps de bloquer l'économie pour qu'enfin chacun comprenne que c'est nous qui travaillons, c'est nous qui produisons, c'est nous qui créons la richesse, pas la bourgeoisie ! Cessons de faire barrage, faisons enfin révolution !



La solidarité est notre arme, la caisse de grève nos munitions

La création de caisses de grève sur nos lieux de travail est un outil important pour nos luttes ; pour renforcer notre capacité à nous mobiliser par la grève, y compris reconductible, en atténuant partiellement son coût.

C'est nous qui travaillons c'est nous qui décidons

Ce sont les grévistes qui gèrent, et s'occupent de récolter des sous et de les redistribuer

Dès la création de la caisse, il faut se mettre d'accord collectivement sur plusieurs questions

Qui peut bénéficier de la caisse de grève ?

Comment sera calculée la somme versée à chaque personne ?

- Nombre de jours de grève effectués.
- Nombre d'enfants à charge
- Contractuel ou titulaire

À quel moment distribuer la caisse de grève ?

Le financement de la caisse de grève
Quête en manif ou devant les piquets de grève
Demande de dons
Création d'événementiel

PETITE CHRONOLOGIE DES ACTIONS CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES

Jeudi 19 janvier

Première journée de grève et de manifestation appelée par une intersyndicale soudée. Dès le matin des lycées sont bloqués, dont le futur fameux Lycée Hélène Boucher dans le 20^e arrondissement de Paris.

À Lille, les pompiers s'illustrent une première fois en bloquant le Conseil départemental du Nord.

Au retour de la manif, sur le campus de l'Université de Strasbourg, une centaine de personnes se réunissent pour une Assemblée Générale dans l'amphi Cavallès. Alors que l'AG se termine, les CRS débarquent et expulsent l'Assemblée.

Samedi 21 janvier

À Bordeaux, action de blocage des camions de la plateforme logistique de La Poste.

Lundi 23 janvier

La CGT-Énergie de Marseille met les boulangers en tarif réduit pour l'électricité.

Sur le Campus Condorcet de l'EHESS à Aubervilliers, une vingtaine d'étudiants revendiquent l'occupation d'une salle et appellent à une assemblée générale à 20h. L'assemblée n'a pas eu le temps de se tenir, à 20h25 la police arrive, invitée par le président du campus. Les flics contrôlent les identités de tout le monde puis, à 22h, ils arrêtent les 29 personnes présentes dans la salle.

Mardi 24 janvier

Les bâtiments du campus Condorcet sont fermés par l'administration, les flics sont postés devant. 200 personnes se rassemblent et s'engouffrent dans le bâtiment du président pour lui demander des comptes. En fin d'après-midi les étudiants parviennent à forcer le président à appeler la préfecture afin d'obtenir la libération des gardés à vue. À 20h, ces derniers sortent enfin, sans poursuite.

Jeudi 26 janvier

L'Institut LeBel sur le campus central de l'Université de Strasbourg est bloqué.

Les dockers bloquent le port de Saint-Nazaire et le port de la Réunion.

À Bayonne, ce sont les camions qui sont bloqués.

La CGT Mines-Énergie déclare qu'à Paris, Lille, Nantes, Lyon, Nice, Marseille, Saint-Nazaire et ailleurs ; les hôpitaux, cliniques, patinoires, piscines municipales, centres sportifs publics, associations, bibliothèques, collèges, lycées, crèches, université et HLM sont placés en gratuité d'électricité ou de gaz ; que les petits commerces sont placés en tarifs réduits et que les usagers coupés en électricité ou en gaz sont rétablis.

En soirée, des manifs aux flambeaux illuminent une centaine de villes en France.

Samedi 28 janvier

Dans le Stade de la Licorne à Amiens, une banderole est déployée durant le match de Ligue 2 Amiens – Le Havre.

Lundi 30 janvier

Des lycées sont bloqués comme le Lycée Racine ou le Lycée Voltaire à Paris.

Occupation des bâtiments de Science Po Paris.

Mardi 31 janvier

Deuxième grosse journée de mobilisation. Dès le matin, de nombreux établissements sont bloqués : l'Université Jean Monnet à Saint-Étienne, l'Université Paris-1 à Tolbiac, l'Université de Grenoble, Science Po Grenoble, l'Université de Strasbourg, Science Po Rennes, et plus de 200 lycées dont le désormais fameux Lycée Hélène Boucher et le Lycée Louis Pasteur à Besançon.

Les dépôts RATP de Saint-Denis et de Lagny sont eux aussi bloqués.

Les pompiers de Lille se distinguent à nouveau en bloquant une autoroute.

Près de Lyon, un péage gratuit renfloue les caisses de grève.

À Marseille, le local du MEDEF est muré pendant la manif.

La CGT Mines-Énergie annonce qu'elle continue les actions de mise en gratuité de l'énergie.

Occupation de l'amphithéâtre J.01 du Campus Tréfilerie de l'Université Jean Monnet à Saint-Étienne.

Samedi 4 février

Rassemblement contre les violences policières devant le commissariat de la Plaine Saint-Denis.

Lundi 6 février

Blocage de la présidence de l'Université Paul-Valéry à Montpellier. Blocage de Rennes-2 dans une ambiance de folie. Appel à bloquer les lycées le 7 février.

Samedi 11 février

Opération péage ouvert à Beynost.



CONTRE LA REFORME BORNE-MACRON

Communiqué de presse du 12 janvier 2023

La Confédération Nationale du Travail dénonce le braquage des revenus du travail qui est en cours avec cette contre-réforme des retraites.

La contribution française au Pacte de Stabilité Européen et le Projet de Loi de Finances 2023 démontrent, noir sur blanc, que le but de cette « réforme » est de financer des réductions d'impôts pour les entreprises. Si l'Etat veut récupérer sur le dos des travailleur-ses entre 8 et 12 milliards par an, c'est pour les filer au patronat.

Couplée à la diminution des durées d'indemnisation du chômage, cette contre-réforme va augmenter le nombre des travailleur-ses qui ne bénéficieront jamais d'une retraite complète, qui ouvriront leurs droits sans plus être en bonne santé, voire qui, usé.es par le travail, n'atteindront jamais l'âge requis.

La moitié des plus de 58 ans ne travaille pas, et il leur faudra attendre encore des années avant de pouvoir toucher leur retraite de misère !

Les classes dirigeantes, les capitalistes n'ont jamais admis qu'il puisse être possible de découpler le salaire de l'emploi, ce que le projet originel des retraites prévoyait pourtant. Ils ont vite transformé la retraite en rétribution différée de cotisations prélevées au cours de la carrière.

Aujourd'hui le piège s'est refermé : peu de cotisations (pour faire plaisir au patronat), peu de cotisations (par manque de partage du travail et de captation des gains de productivité par les patrons), donc peu de chômage, peu de retraites et misère pour les travailleur-ses qui doivent en plus financer les réductions d'impôts des parasites patronaux.

La Confédération Nationale du Travail appelle les travailleur-ses à mener bataille contre l'idéologie de prédation des capitalistes et leurs larbins du gouvernement, à cesser le travail puis à décider eux-même quoi et comment produire, à socialiser la production, à dégager les exploités...

Formons et rejoignons partout des AG de lutte pour porter ensemble une autre vision du travail, un autre projet de société !

Contre la guerre aux pauvres, construisons la lutte des classes !

AUTOGERONS NOS CAISSES DE RETRAITES !

Pour nous, militant-es anarcho-syndicalistes, il ne s'agit pas de négocier avec ce gouvernement afin de contrebalancer cette nouvelle contre-réforme, mais plutôt de s'inscrire dans un rapport de force, celui de la lutte des classes. Afin d'imposer l'abandon total et définitif de l'ensemble de ce projet antisocial, il faut se mobilier !

Des contre-réformes en cascade

Cependant, gardons à l'esprit que le régime de retraite actuel est issu du « compromis » d'après guerre sanctionnant la défaite du prolétariat dans son objectif révolutionnaire d'abolition du salariat, des classes et des inégalités sociales. En effet, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, la peur d'un soulèvement de la classe ouvrière a contraint la classe dirigeante des pays occidentaux à lui proposer ce « compromis » : renoncer à une révolution en échange d'un programme progressiste. Il ne s'agit pas de minimiser ces acquis sociaux, mais force est de constater qu'à partir du début des années 1980, le contenu du « compromis » a changé avec l'offensive néolibérale. Elle avait pour objectif – et eu pour résultat – de refondre les relations salariales et de briser le cadre de négociation avec le patronat comme avec l'Etat. Le compromis et la négociation sont désormais impossibles. Le seul horizon possible est un affrontement social et politique, une lutte sans merci contre l'Etat et le capitalisme dans la mesure où un compromis entre la bourgeoisie et les travailleur-ses a disparu, si tant est qu'il ait jamais existé...

Depuis 1993, les politiques libérales successives, modifiant les droits des personnes salariées, nous ont obligé à adopter une posture de résistance face au patronat et à l'Etat pour défendre nos retraites. Si nous combattons l'exploitation existante, c'est aussi à travers cette énième réforme des retraites : les cotisations sociales sont une part des richesses créées par le travail ! Plus elles baissent moins elles reviennent de manière différée aux travailleur-ses et plus cela profite aux capitalistes, c'est-à-dire à quelques un-e. Les différentes exonérations de cotisations faites aux patron·nes par l'Etat explique le déficit de la Sécu et légitime à leurs yeux un nouveau report de l'âge légal pour une retraite à taux plein. Sans parler de l'argument de l'allongement de la durée de vie. Or cela est contrebalancé par les gains de productivité des travailleur-ses depuis plus de trente ans ! Les richesses sont là mais elle « s'évadent » fiscalement ou sont accaparées par une minorité à notre détriment. Face à ce nouveau braquage institutionnalisé de nos vies, nous répondons par la gestion directe des caisses de retraites !

Un autre projet de société à envisager : l'autogestion !

C'est pourquoi, il nous semble nécessaire de réaffirmer ce point essentiel : ni Etat, ni patronat dans la gestion des retraites des travailleur-ses. Nous devons réaffirmer le principe originel du projet de sécurité social : autogestion des caisses par les travailleur-ses eux-mêmes ! C'est le monde du travail qui doit reprendre la main sur la Sécu en imposant ses seuls intérêts : un alignement du privé sur le public, un retour aux 37,5 annuités pour tous-tes, prise en compte des 6 derniers mois (donc les plus élevés) dans le calcul de la pension, un départ 50 ans pour les métiers pénibles et dangereux, et enfin un âge légal de départ à la retraite à 55 ans.

Pour ce qui est des régimes dits « spéciaux », résultat de grèves et de luttes gagnées, il est évident qu'il faut pousser à une généralisation sur l'ensemble des travailleur-ses et non les regarder comme des privilégié-es ! Si ces régimes sont « plus favorables » c'est dû à des cotisations plus importantes ainsi qu'à une prise en compte de la pénibilité et de la continuité du service public (travail de nuit, horaires décalés, mobilité, etc.). Ces régimes spéciaux participent en outre au financement des retraites des non-salarié-es (agriculteur-ces, commerçant-es et artisan-es) pour plusieurs milliards d'euros chaque année. Leur « déficit » est aussi dû au déficit démographique, résultant de la réduction des effectifs dans les services publics, et donc des cotisations !



Anticapitaliste et autogestionnaire, la CNT lutte pour une redistribution des richesses au profit des travailleur-ses et au détriment du capital. En faisant simple, reprendre ce qu'on nous a volé ! Elle aspire à une société libérée de toutes les institutions politiques et sociales coercitives faisant obstacle au développement d'une humanité libre. Elle vise à l'amélioration du niveau de vie des travailleur-ses en menant des luttes éminemment politiques elles-mêmes révélatrices d'un projet de société novateur, d'une forme d'organisation sociale égalitaire et horizontale. Face à l'Etat et au patronat, nos exigences sont claires : l'émancipation des travailleur-ses, l'abolition des classes sociales, l'égalité au sens propre, la justice sociale et l'autogestion de la société. Pour nous, cette horizon de luttes doit prendre la forme collective de l'action directe et notamment celle de la grève générale !

Ainsi, nous revendiquons pour nos retraites :

- Un âge légal à 55 ans pour toutes et tous et à taux plein
- Un retour d'urgence au 37,5 annuités, et vers les 35 annuités pour tous
Travailler moins pour travailler tous
- La prise en compte de la pénibilité du travail, des années d'études et des périodes de chômage
- Le refus de retraites par capitalisation (épargne salariale et fond de pension) ou de son financement par l'impôt
- Une réduction massive de temps de travail sans perte de salaire et emploi pour toutes et tous. *Travaillons moins, toutes et tous et autrement*
- Une augmentation des salaires et par conséquent des cotisations
- Une retraite à 100% de taux de remplacement calculée sur les salaires revalorisés les plus hauts de la carrière du salarié.e, au minimum le SMIC
- L'exclusion immédiate du patronat des instances de gestion des caisses de protection sociale des travailleur-ses et gestion de ces caisses par les travailleur-ses eux-mêmes
- La suppression des exonérations de cotisations et financement par une revalorisation de ces cotisations patronales, inchangées depuis vingt ans
- Un élargissement de la base des cotisations à tous les éléments de la rémunération (intéressement, participation, stock-options).

CAPITALISME ET TRAVAIL, FRERES ENNEMIS

Réflexion sur la productivité du travail : un des outils du capital qui nous assassine

On décide de rien !

L'économie est tout sauf une science rationnelle, exacte. Mais des choix de production et de consommation sont sciemment orchestrés par une minorité afin qu'une majorité soit utilisable, employable. Au delà du fait que dans la majorité des cas ceux qui tiennent les cordes du système ont des esprits rationnels, cyniques, froids, calculateurs, en l'occurrence portés sur les algorithmes et la science économique, j'ai toujours eu envie de me réapproprier ma vie, tout au moins savoir pour qui, pourquoi et comment je travaille. Pour aussi comprendre les crises économiques et sociales, l'aliénation productiviste ou au final l'exploitation. Une exploitation qui grossie au final les comptes en banque d'une minorité patronale. Car l'économie capitaliste organise le travail et le monde en général dans lequel on vit. On voit bien que la politique se met à genoux devant l'économie car les hautes décisions sont avant tout économiques. Les politicien.nes qui décident au niveau économique des politiques à suivre sont eux-mêmes à genoux devant les décisions des banques centrales sur les taux d'endettement et d'intérêts.

On pourrait espérer que les organisations de producteur.ices (les syndicats) organisent la production et la consommation et qu'elles soient les seules instances véritablement démocratiques pour peser dans les décisions économiques. Mais ce n'est malheureusement pas encore le cas.

Bref, avec mes humbles connaissances en économie, je vais tenter de démontrer pourquoi le capitalisme génère des crises économiques et sociales de manière récurrente sous l'angle de la productivité.

Produire vite, produire, et puis ?

Je pense que l'une des clés essentielles pour comprendre et démonter le système économique dans lequel nous (sur)vivons se trouve dans la productivité du travail. Je crois avec certitude qu'une des aberrations de l'économie de marché réside dans ce terme barbare. Nous vivons dans un régime économique concurrentiel, compétitif, régit par l'offre et la demande, prix et salaires fixant les règles. Un.e entrepreneur.se est donc tenu d'être concurrentiel et compétitif au niveau du prix de vente de la marchandise ou du service qu'il fait produire.

Cela revient à dire qu'à un niveau de qualité plus ou moins égal, la différence pour gagner le marché se fait sur un prix de vente moins élevé que le concurrent. Or comment maintenir une marchandise à un même niveau de qualité en arrivant à baisser le prix de vente ? En baissant les coûts de production. Et pour baisser ces coûts, plusieurs options s'offrent au chef.fe d'entreprise : délocaliser pour avoir un accès direct aux matières premières, donc moins chères au final ; délocaliser pour baisser le coût de la main d'oeuvre ; délocaliser là où la législation du travail, environnementale et la fiscalité sont avantageuses. Ces pratiques existent depuis longtemps et ont leur incidence sur le taux d'emploi et le taux de chômage d'une région à l'autre. Or en premier lieu, l'entrepreneur.se essaiera de gagner en productivité du travail, c'est-à-dire inciter ses employé.es à produire plus en un nombre égal d'heures travaillées. Donc travailler plus vite, plus efficacement, sans réfléchir et sans perte de temps, tel un automate, quand bien même la machine a toujours été amenée à remplacer l'humain. Autrement dit, nous rendre encore plus cinglé pour le même temps de travail et de paye généralement. Le fordisme et le taylorisme du début du 20^e siècle entrent dans cette même logique.

Ainsi, l'entrepreneur.se devient compétitif face à son concurrent car il offre sur le marché

éminemment plus de marchandise ou de service pour un prix de production identique. De ce fait il gagne le marché car ayant plus de marchandises il peut baisser le prix de vente sans problèmes de rentabilité. C'est pour ça que les « meilleurs » capitalistes font une fixation malade sur les gains de productivité. Il n'est pas dur à comprendre qu'en réussissant à augmenter la productivité de chaque employé.e par heures travaillées, il fait plus de profit et élargit sa domination sur le marché où il est positionné. Et encore plus s'il achète ce gain de productivité de l'employé.e pour le même salaire qu'auparavant. Et encore plus s'il rallonge la durée quotidienne, hebdomadaire ou la durée du travail ou voire remplace le travailleur.se par une machine ! Un vieil adage capitaliste est que le temps c'est de l'argent, ce n'est pas nouveau. Mais jusqu'à quel point ? Et là on entre dans la principale contradiction du système capitaliste par le fait que des crises économiques et sociales à répétitions apparaissent.

En effet, augmenter la productivité du travail n'engendre aucunement la création d'emploi, laquelle serait un coût supplémentaire pour l'employeur.se. Mieux vaut qu'un seul fasse le travail de deux, c'est plus de profits. De fait, un.e employeur.se compressera au maximum sa main d'oeuvre afin de la faire travailler plus, plus vite et plus longtemps. Donc les employé.es se tuent à produire plus et plus vite pour que l'offre de produits ou de services répondent à la demande jusqu'au jour où cette dernière baisse irrémédiablement. Car s'il n'y a pas de créations d'emplois, il n'y a donc pas de gens solvables qui puissent consommer. Être sans travail c'est être sans fric, et sans fric il n'y a pas possibilité de consommer ou de rembourser un crédit ! Donc l'économie rentre en crise. Ou la société explose radicalement dans les pays à forte croissance démographique et qui ont intégré l'économie capitaliste de production par un minimum de salarié. Et on s'aperçoit ainsi de l'incongruité du système : les magasins sont pleins à craquer de marchandises, des logements sont inoccupés, etc. pendant que les gens crèvent la dalle faute de travail.

Les économistes appellent ça crise de surproduction. En y regardant de plus près il n'y a pas de surproduction car les gens nécessitent les biens, mais c'est juste une crise de sous-consommation et de non solvabilité de la demande. Et ce parce qu'un.e capitaliste s'approprie tous les bénéfices pour toujours vouloir grossir jusqu'au point de non retour car le système est fait pour engraisser la minorité oisive : les propriétaires, les actionnaires et les banquier.es bien au chaud avec leurs flics et leurs juge

Prenons nos vies en main !

Or, pour que tout le monde produise dans un système sain et désaliéné il faut en finir avec les gains de productivité du travail et le profit. Pour ce faire il faut simplement adapter l'activité de production à la stricte nécessité et non au superflu, ne serait-ce qu'à cause de la crise climatique. C'est à dire travailler moins, toutes, tous et autrement ! Cela nécessite donc la baisse du temps de travail (déjà induit par les machines et la technologie mais utilisées pour plus de productivité hélas) pour que tout le monde puisse y trouver son épanouissement et sa place. Cela nécessite donc aussi une baisse de la productivité pour que tout le monde puisse prendre part à la production de biens et services. C'est le credo du mouvement anarcho-syndicaliste depuis déjà bien longtemps ! Ainsi l'activité sera non enchaînée au chronomètre, non aliénante et on la vivra enfin comme du temps libre où chacun s'épanouira. On en finira de perdre sa vie à la gagner, on arrêtera de se tuer à la tâche pour la richesse de quelques uns, de se tuer à petit feu pour ce mot que tout le monde hait : le travail.

Fodel Castré

LE REVE DE DEBS DE JACK LONDON

Présentation

Jack London n'est plus à présenter. En plein rapport de force avec le mouvement contre la réforme des retraites, nous vous faisons (re)découvrir la nouvelle d'anticipation sociale « Le Rêve de Debs », publiée en 1909. Cette fiction est un véritable guide pour mener une grève générale, la déclarer et la réussir. A lire de toute urgence à l'heure du conflit social actuel.

Le titre rend hommage à Eugène Debs (1855-1926), agitateur syndical et plusieurs fois candidats aux élections présidentielles américaines. On retrouve dans le texte quelques allusions au syndicat combatif de l'Industrial Workers of the World (IWW), qui devient l'ILW pour l'histoire.

Cette nouvelle est à retrouver sous le titre de « Grève Générale », aux éditions Libertalia, qui rassemble une autre fiction sociale de Jack London, *Au Sud de la fente*.

Synopsis

Un capitaliste se réveille un matin dans le silence complet d'un San Francisco muet. Les tramways sont à l'arrêt, l'électricité coupée et les grands commerces sont fermés. Seule le journal est livré, et pour la dernière fois : il annonce la grève générale, celle-ci déclarée partout aux États-Unis pour un, deux ou trois mois.

Si les classes dominantes pensent que cette affaire sera réglée en quelques jours, rapidement la pénurie alimentaire se fait sentir. Les petits commerces encore ouverts se trouvent en rupture de stock. Cependant, il règne un ordre parfait en ville, les ouvrières endimanchées profitent du soleil tandis que les enfants jouent calmement. Il n'y a donc ni barricades, ni échauffourées, mais cela n'a pas empêché l'armée de venir garder les entrées des bâtiments bancaires et administratifs. Le pacifisme de la classe ouvrière rend toute intervention impossible puisque aucune loi n'est transgressée.

La confusion règne aux clubs capitalistes, entre avocats et milliardaires. Un jeune héritier les affligent, leur rappelant que la balle est désormais dans leur camp, et qu'ils ne peuvent pas échapper aux conséquences de leurs actes.

Grâce aux sabotages des lignes télégraphiques en amont, les communications sont rompues. Si la situation des villes voisines est identique, impossible de savoir ce qu'il se passe aux autres grandes villes du pays. Quant au gouvernement, est-il toujours en place ?

La famine se laisse entrevoir, on leur conseille de quitter la ville et de rejoindre leur maison de campagne. Tandis que les grévistes restent disciplinés, des violences finissent par éclater. Un exode désordonné et dramatique s'ensuit...

Commentaires sur la grève illimitée

Nous savons à la CNT que la grève générale, ou grève illimitée, est la lutte la plus radicale : elle a pour but de tout bloquer, une production comme un pays. Ne pas reprendre le travail sans être certain.es que nos revendications ne soient satisfaites.

Seulement, elle ne se décrète pas au mégaphone en manifestation derrière le chiffon rouge. Avant d'être déclarée, encore faut-il qu'elle soit préparée. *Le rêve de Debs* est donc riche d'enseignements en ce sens, et nous interpelle tous face à la lutte que nous appelons : sommes nous prêts à la mener ?

Dans le récit de London, la grève s'est préparée méticuleusement, ne laissant rien au hasard : des provisions alimentaires pour tenir des mois jusqu'à l'impression d'affiches revendicatives longtemps à l'avance. Le sabotage des communications, au même moment, a rendu toute riposte patronale impossible. Le pacifisme des gréviste, qui assistent tranquillement à la panique de ses exploiters, est aussi à relever. Nous ne sommes pas dans *Germinal*, même si les conséquences in fine sont aussi désastreuses qu'une guerre...

Les fictions d'anticipations sont toujours intéressantes. Elles nous permettent de voir où nous en sommes et de fait, d'anticiper. Force est de constater qu'aujourd'hui le contexte est bien différent, à commencer par la notion de classe et sa conscience d'appartenance. Quand bien même nous faisons notre part de militantisme, nous ne réaliserons rien sans les syndicats majoritaires actuels. Si certains secteurs comme l'énergie ou la chimie peuvent mener des grèves illimitées, les faire concorder de manière nationale et interprofessionnelle reste difficile à mettre en œuvre. Nous n'avons pas les réponses, même si on peut s'en douter...



BOITE A OUTILS : LE DROIT DE GREVE

Secteur public

- Des préavis nationaux déposés tous les jours par les syndicats.
- Des revendications communes à tou.tes: dégel du point d'indice, baisse du temps de travail, embauches et titularisation.
- Des préavis internes et/ou locaux à ta collectivité ou à ton établissement public
- Tu peux faire grève 1h, la demie journée ou la journée complète.
- Dans certains services publics (educ nat, animation, sénior, handicap, transport...) :
 - obligation de prévenir 48h avant (dont 1 jour franc)
 - obligation d'être en grève toute la journée (perte de 1/30eme du salaire mensuel)

Secteur privé

- Tu peux faire grève seul.e s'il existe au moins un préavis national interprofessionnel.
- Tu peux faire grève seul.e s'il existe un préavis national dans ton secteur d'activité.
- Tu peux faire grève seul.e si tu es l'unique salarié.e de l'entreprise.
- Tu n'es pas obligé.e d'informer ton employeur de ton intention d'exercer ton droit de grève (exception à la SNCF)
- Dans certaines Délégations de service public, les règles du secteur public peuvent s'appliquer (48h, perte de salaire).

Dans tous les cas

- Tu n'es pas obligé.e, sauf exception, de prévenir ton employeur que tu fais grève.
- Tu n'a pas l'obligation de présenter un préavis à ton employeur.
- Pour être en grève, pas besoin d'être syndiqué.e
- Préviens tes collègues en amont afin de les motiver à rejoindre le mouvement
- Tu peux organiser des piquets de grève et occuper ton lieu de travail, tant que cela n'engendre pas une entrave à la liberté du travail ou des voies de faits.f

LA CNT C'EST QUOI ?



UN SYNDICAT !

Que nous soyons salarié·e·s, au chômage, en formation ou à la retraite, nous faisons toutes et tous partie de la classe laborieuse. Nous partageons des intérêts communs et la seule manière de les défendre est de nous unir. Un syndicat est justement un regroupement de travailleurs et de travailleuses qui cherchent à améliorer leur condition de vie, tant matérielle que morale. Si tu es un·e travailleur·se et que tu veux te faire respecter et améliorer ton quotidien, si tu penses que le monde que nous imposent les capitalistes est injuste, l'organisation qu'il te faut est le syndicat.

UN SYNDICAT PAS COMME LES AUTRES

La CNT est différente des autres syndicats. Notre pratique syndicale est guidée par trois grands principes qui fondent l'originalité et l'efficacité de notre action :

L'Autogestion : À la CNT, les personnes décidant comment faire face aux problèmes sont les personnes affectées par ces problèmes. Personne ne doit décider à ta place. La CNT est donc une organisation

sans dirigeant·e·s où les décisions sont prises par les gens qui y participent. Tous les membres de la CNT sont égaux et personne n'y est payé pour représenter les travailleurs·ses.

L'Action directe : Les travailleurs·ses ne peuvent compter que sur leur propre force pour se défendre. L'action directe, c'est justement le fait d'agir directement par nous-mêmes et pour nous-mêmes, sans intermédiaire ou représentant. L'action directe peut prendre une multitude de formes : grève, rassemblement, blocage, boycott, piquet... Elle nous permet de peser sur les rapports de forces dans les conflits avec les patrons et autres adversaires et ainsi négocier des accords favorables.

L'Entraide : À la CNT, nous sommes tou·te·s solidaires, peu importe nos catégories, métiers ou branches professionnelles. Une attaque contre l'un·e y est une attaque contre tout·e·s et entraîne une riposte collective. L'entraide, c'est aussi refuser la passivité : si nous voulons avancer, chacun·e doit essayer de participer en fonction de ses moyens et disponibilités.

Que tu sois salarié·e, au chômage, en formation ou retraité·e, ne reste pas seul·e choisis la solidarité !

REJOINS LE SYNDICAT



CNT - Confédération Nationale du Travail

33 rue des Vignoles - 75020 PARIS

contact@cnt-f.org • www.cnt-f.org

Contactez la CNT du Jura :
mail : cnt-jura@cnt-f.org